

SUIVI DES INVESTISSEMENTS INFÉRIEURS À 10 M\$

1 Le tableau 1 présente le suivi des investissements inférieurs à 10 M\$ par catégories
2 d'investissements pour l'année 2009, comparés aux investissements autorisés par la
3 décision D-2009-016.

4 **TABLEAU 1**
5 **SUIVI DES INVESTISSEMENTS INFÉRIEURS À 10 M\$ PAR CATÉGORIES (M\$)**

Catégorie	2009			
	Réel	Autorisé D-2009-016	Écarts	
Maintien des actifs	256,9	308,8	(51,9)	-16,8%
Amélioration de la qualité	16,6	23,8	(7,2)	-30,3%
Croissance de la demande	291,0	283,7	7,3	2,6%
Respect des exigences	59,1	47,6	11,5	24,1%
TOTAL	623,5	663,9	(40,4)	-6,1%

6
7 **Maintien des actifs**

8 En 2009, les investissements réalisés en maintien des actifs sont inférieurs de
9 51,9 M\$ par rapport à ceux autorisés. Les principaux éléments suivants ont contribué
10 à cet écart :

- 11 • des projets non réalisés liés au développement de systèmes informatiques
12 de l'ordre de 25,2 M\$ essentiellement attribuables :
 - 13 ○ au report de certains projets prévus, puisqu'au cours des quatre
14 derniers mois de 2009, les efforts déployés en matière de technologie
15 de l'information ont dus être consentis à la correction accélérée des
16 anomalies du système informatique ;
 - 17 ○ à la constatation aux charges de certains projets qui avaient
18 initialement été prévus aux investissements ;

- 1 ○ à l'abandon ou au report de certains petits projets visant à assurer leur
2 arrimage essentiel avec le projet «Optimisation des systèmes
3 Clientèle», prévu pour 2011.
- 4 • au report de projets pour le maintien des équipements de production et de
5 transport des réseaux autonomes pour 13,4 M\$;
- 6 • des investissements moindres de 9,1 M\$ pour la réhabilitation de réseaux
7 souterrains et aériens ainsi que pour le renouvellement des équipements,
8 compte tenu de la capacité de réalisation limitée par une croissance de la
9 demande plus marquée que prévue.

10 **Amélioration de la qualité**

11 L'écart de 7,2 M\$ est dû à la non réalisation de projets de développement des
12 systèmes informatiques liés aux services à la clientèle et au fait que le coût de
13 certains de ces projets a été imputé aux charges d'exploitation.

14 **Croissance de la demande**

15 Les investissements réels ont dépassé de 7,3 M\$ ceux autorisés. Les nouveaux
16 abonnements domestiques et agricoles réels ont atteint 46 140 plutôt que les 42 000
17 prévus, ce qui a entraîné des investissements additionnels de 27 M\$ afin d'en assurer
18 l'alimentation. Cependant, des investissements moindres que ceux prévus de l'ordre
19 de 18 M\$ pour le programme d'équipement ont atténué cet écart.

20 **Respect des exigences**

21 Des demandes de tiers plus nombreuses que prévues expliquent le dépassement de
22 11,5 M\$ par rapport aux investissements autorisés.